



JACQUES BELHOMME

(SEUL CANDIDAT LIBRE ET INDEPENDANT)

COMBAT LE "SYSTEME POURRI"

Electrices, Electeurs,

Les **POLITICIENS**, qu'ils soient du "Centre" de "Droite" ou de "Gauche", nous prennent pour des enfants. Ils veulent nous donner des leçons de morale alors qu'ils ne montrent même pas l'exemple. Ce sont des menteurs, des irresponsables, alors que la noblesse des fonctions d'**ELU** exige à mes yeux certaines vertus. Ils nous recommandent de nous serrer la ceinture, de travailler, alors qu'ils vivent à leur aise. Ils sont tous à mettre dans le même panier.

Le 10 Février 1987, au cours d'un entretien, j'ai fait remarquer à M. Jean DUPUIS, Procureur Général à Agen, que la **JUSTICE** était pourrie partout en France. Ce haut magistrat sincère et courageux m'a répondu "Malheureusement, il n'y a pas que la **JUSTICE** de pourrie, **C'EST TOUT LE SYSTEME QUI EST POURRI**".

COMMENT FONCTIONNE CE SYSTEME POURRI ? Des groupes de pression (financiers, assureurs, avocats, etc... et notamment francs-maçons) financent les partis politiques. Ceux-ci désignent leurs candidats aux élections. Certains candidats pour être désignés par leur parti, versent à celui-ci des sommes importantes. S'ils sont élus, ils reversent au parti une part importante de leurs indemnités. Les **ELUS** ne sont donc ni libres, ni indépendants. Ils doivent respecter les instructions du **PARTI**, lequel obéit aux groupes de pression qui l'a financé.

Un pays sans **JUSTICE** n'est pas un pays démocratique. Les soi-disant **RESPONSABLES** de **L'ETAT**, (politiciens, magistrats, hauts fonctionnaires, etc...), sont au dessus des lois et peuvent commettre en toute impunité et dans l'exercice de leurs fonctions, des crimes et délits. Ils savent qu'ils sont intouchables. Il y a, en France, beaucoup plus de choses qu'on ne croit qui peuvent "s'arranger avec une enveloppe". La France est championne d'Europe de la corruption. En 1977, Jacques **DOUZANS**, Maire de Muret, m'a dit qu'on pouvait acheter le baccalauréat; et devant mon étonnement, il a ajouté "Vous êtes naïf, M. Belhomme, en France, avec de l'argent et des relations on obtient tout ce que l'on veut".

C'est parce que suis **VICTIME**, depuis plus de onze ans, d'un véritable **SCANDALE POLITICO-JUDICIAIRE**, que j'ai découvert ce **SYSTEME POURRI**. Souvenez-vous de l'accident de la route du 3 Octobre 1976, au Fauga, qui a coûté la vie à trois jeunes joueurs de rugby de Portet-sur-Garonne. Mon fils Jean-Jacques et ses deux camarades Alain **PRADEL** et Jean **SCRIBES** ont été tués par des dirigeants et joueurs du club de rugby.

Le dimanche 3 Octobre 1976, au restaurant "Chez Alex", à Noé, à l'issue de la "3^{ème} mi-temps", Maurice **CHAULIAC** a offert une bouteille de whisky aux occupants de la voiture qui arriverait la première à Toulouse. M. **CHAULIAC** était le président du club de rugby. Michel **BOUZI**, camarade de club de mon fils, vexé de n'avoir pu monter dans l'**AUSTIN** de Jean-Jacques, a pris place dans l'Opel Manta volée et maquillée de Jean-Marc **HILAIRE**. Les occupants de l'Opel Manta ont quitté le restaurant cinq minutes avant l'**AUSTIN**, et ont attendu celle-ci au Fauga. Sur la route, aussitôt après avoir doublé une voiture blanche appartenant à des membres du club, l'**AUSTIN** a tenté de dépasser l'Opel Manta. C'est à ce moment là que l'Opel Manta a accroché, volontairement l'**AUSTIN** qui s'est écrasée contre un platane, sur le terre-plein central. Au moment du choc contre l'arbre, Alain **PRADEL** a été éjecté de l'**AUSTIN** avant d'être écrasé par la voiture blanche, qui a pris la fuite avec l'Opel Manta. Celle-ci a été repeinte dans la nuit même par le fils du garde champêtre de Portet.

Pour protéger : Alexandre **BORRET**, (neveu du milliardaire rouge J.-B. **DOUMENG**), Maurice **CHAULIAC**, notabilité toulousaine et financier du **R.P.R.**), Jean-Marc **HILAIRE**, (militant d'extrême droite et colleur d'affiches de l'ex-ministre Marcel **CAVAILLE**), des **GENDARMES**, des **POLICIERS**, des **MAGISTRATS**, ont fait de nombreux et graves **FAUX**.

Fin 1976, M. **MOREAU**, capitaine de gendarmerie à Muret m'a dit "Il est dommage que nous ne nous soyons pas connus avant, M. **BELHOMME**, car l'enquête se serait déroulée autrement" (...). En 1977, le magistrat Jean-Paul **LABORDE**, chargé de l'instruction, a déclaré à M^{me} Raymonde **BORIOS**, "dans l'affaire **BELHOMME**, je subis des pressions énormes; j'ai les pieds et les poings liés; on m'a demandé de ne pas aller au fond des choses dans ce dossier, tellement c'est grave" (...).

TOUTES LES ACTIONS JUDICIAIRES QUE J'AI ENGAGÉES SONT VOLONTAIREMENT BLOQUÉES : ma plainte pour homicide du 4 Octobre 1976 est toujours en cours; ma plainte pour faux contre les gendarmes **DESONCLES, FRANC, ROQUES**, de Muret, est en instruction depuis Avril 1981; ma plainte pour faux contre le juge **LABORDE** est en suspens depuis septembre 1983, (ce juge a fabriqué une fausse confrontation entre M^{mes} **HILAIRE** et **TARTANAC** en imitant la signature de cette dernière); les policiers J. **NOUZEILLES-CARRERE** et A. **BOSSAVIE** du S.R.P.J. de Bordeaux sont inculpés pour faux depuis le 12 Février 1987. **LA JUSTICE N'EST PAS PRESSEE...**

De 1976 à 1981, la "DROITE" a étouffé cette affaire. Avant le 10 Mai 1981, F. **MITTERRAND** m'a fait recevoir par Jean **GLAVANY** qui m'a promis au nom du **P.S.** que la vérité éclaterait si M. **MITTERRAND** était élu Président de la République. Toujours avant le 10 Mai 1981, j'ai été reçu par Michel **DEBRÉ** et Pierre **ARPAILLANGE**, l'actuel Ministre de la Justice. Tous les journaux ou presque ont relaté l'affaire **BELHOMME**. Dans "**L'UNITÉ**" du 30 Janvier 1981, Jean **GLAVANY** a signé un long article ayant pour titre "La lutte de Jacques **BELHOMME** contre le pouvoir giscardien".

Le 30 Mars 1981, Michel **DEBRÉ** m'a écrit "Présentement, aucune issue n'est possible. Si les élections changent la situation présente, un réexamen deviendra possible...". Jean **GLAVANY**, Chef de Cabinet de François **MITTERRAND**, m'a écrit les 17 Juin et 23 Décembre 1981, "Cher ami, je ne vous ai pas oublié. **NOUS** avons pris des engagements à votre égard et **NOUS** les tiendrons... soyez certain que nous intervenons à nouveau auprès de la Chancellerie pour votre affaire mais, hélas, les blocages y sont durs à faire sauter..."

En 1982, écœuré par les combines et "magouilles" de la "droite" et de la "gauche", j'ai rencontré **LE PEN**. Et, là encore, j'ai été déçu. Jacques **MARIES**, universitaire toulousain, a écrit à M. **COLLINOT**, directeur du journal du **F.N.** "Nous tenons avec l'affaire **BELHOMME**, un véritable baril de poudre pour faire sauter la bande des quatre". **LE PEN** n'a rien fait sauter. Il a préféré protéger J.-M. **HILAIRE**, militant d'extrême droite, et policier depuis 1978. Et maintenant nous avons la bande des cinq : **F.N., P.C., P.S., R.P.R., U.D.F..**

VOUS VOULEZ UN VERITABLE CHANGEMENT...

ALORS VOTEZ POUR ... JACQUES BELHOMME

Hélène MIGNON et Serge DIDIER m'ont reçu il y a plusieurs années. Ils connaissent bien mon affaire et m'ont avoué qu'ils ne pouvaient rien faire pour m'aider. Vous ne pouvez pas donner vos voix à des "irresponsables".

"L'INCROYABLE AFFAIRE BELHOMME"

Ce livre qui sortira le 1^{er} Octobre 1988, racontera tout sur ce scandale politico-judiciaire. Vous y trouverez les noms de tous ceux (politiciens, magistrats, gendarmes, journalistes, avocats, etc...) qui ont participé à cette conspiration du silence. A propos de cette affaire, deux grands avocats ont dit ou écrit : "L'affaire **BELHOMME** est comparable à l'affaire **DREYFUS**, et il faut qu'elle éclate dans l'intérêt de la justice de notre pays" (M^e H.R. GARAUD, Janvier 1983). "Rarement depuis le début de ma carrière j'ai assisté à une bataille judiciaire aussi impitoyable", (M^e P. LOMBARD, 20 Juin 1980)

A VOUS DE JUGER

Le 14 Mai 1988, j'ai écrit à mes adversaires, les cinq autres candidats, pour leur demander d'adhérer à mon "Comité de Soutien pour la Vérité, (plusieurs personnes ont adhéré, dont Jean **GLAVANY**), et pour leur proposer un débat. Aucun n'a répondu... Les médias, (presse, radios, télé, etc...) font également partie du "SYSTEME POURRI".

JACQUES BELHOMME

Expert Comptable
Né le 24 Juillet 1929 à Gaillon (Eure)
Fils de gendarme et petit-fils d'ouvriers agricoles
—
Rapatrié du Maroc
—
Médaille d'argent de la
Fédération Française de Football
—
Président de l'A.D.V.
(Association de Défense des Victimes de la Justice)
—
Vice-Président de l'A.F.V.A.C.
(Association des Familles des Victimes
des Accidents de la Circulation)
—

GEORGES SALVAN

Suppléant
Artisan rural
Certificat de compagnon